

# Faut-il une stratégie nationale pour l'enseignement des questions financières dans les écoles?

Selon l'enquête Pisa 2011, les jeunes Suisses sont classés, pour la lecture, au 11e rang des 34 pays de l'OCDE considérés. Quelle place occuperaient-ils en culture financière? Quelles raisons y a-t-il en Suisse de promouvoir ce type de compétence en plus des autres branches? Quels groupes cibles peut-on espérer atteindre, et de quelle façon? Quelles sont les institutions qui encouragent déjà la culture financière en Suisse et quels sont les facteurs de succès des projets en cours et des mesures prises? Faut-il une stratégie nationale? Si oui, quels en seraient les buts?

Alors que les déficits constatés chez les jeunes Suisses en matière de lecture ont été combattus avec succès par des mesures concrètes au niveau régional et national, on manque de bases pour évaluer leur compétence financière, celle-ci n'ayant jusqu'ici jamais fait l'objet d'étude ou d'encouragement systématique dans notre pays. Il n'existe ni programmes de recherches sur le savoir acquis, ni évaluations systématiques des offres disponibles, ni même de stratégie nationale. Abondent, en revanche, les initiatives et projets consacrés à des aspects isolés de la culture financière et émanant de sources très variées.

Il n'en reste pas moins que, par rapport aux autres pays de l'OCDE, qui ont déjà mis au point depuis quelques années des stratégies nationales, nommé des autorités compétentes et réalisés des projets ambitieux, le sujet a été relativement négligé en Suisse. Les raisons en sont diverses et, en ce qui concerne les mesures de formation, tiennent aussi à la décentralisation du système éducatif<sup>1</sup>.

Ajoutons qu'encourager la culture financière dans la société ne saurait incomber uniquement au système éducatif. La société civile et le secteur privé – industrie financière en tête – ont aussi la responsabilité d'aider les consommateurs par des «produits simples» et des «conseils transparents», et de les protéger des risques (contrats d'abonnement ou offres de crédit-bail, par exemple). Enfin, les parents assument, quant à eux, une responsabilité primordiale, car la plupart des enfants et des adolescents font leurs premières expériences financières et budgétaires avec l'argent de poche qu'ils reçoivent.

Dans ce qui suit, nous nous concentrerons sur les initiatives et projets qui s'adressent aux jeunes par le biais du système éducatif, autrement dit de la scolarité obligatoire et post-obligatoire. Deux questions figurent ici au premier plan:

1. Quels sont les projets d'encouragement de la culture financière en cours dans le système éducatif et quelles leçons en a-t-on tirées?
2. Le système éducatif (corps enseignant et élèves) ressent-il le besoin d'une stratégie nationale et, si oui, quelles prestations devrait fournir le «centre de coordination» correspondant?

## Le piège de la dette chez les jeunes et les offres faites aux écoles en matière de culture financière

Il n'existe pas d'évaluation complète de la compétence financière des jeunes Suisses, mais on dispose d'études particulières qui permettent de tirer certaines conclusions.

D'après l'étude *Eigenes Geld – Fremdes Geld. Jugendverschuldung in Basel-Stadt*<sup>2</sup>, 20 à 30% des jeunes ont des dettes (dont 50% de 100 francs et plus). Les spécialistes y voient les raisons suivantes:

- mauvaise appréciation des finances (crédits, cartes de crédit, contrats de paiement, autres causes subalternes, etc.);
- pertes de revenu / manque d'activité lucrative;
- maladie / accident;
- dépendance (drogues légales ou illégales, jeu, etc.);
- travailleurs pauvres.

Éponger ses dettes s'avère extrêmement long et pénible. À part les restrictions matérielles souvent massives, les jeunes concernés subissent aussi un stress psychique. Il n'est pas rare que les créanciers ou l'État doivent accepter des pertes pour obtenir un assainissement raisonnable. Si les jeunes endettés se font aider assez tôt par des centres de consultation, il est certes possible d'éviter de sérieuses difficultés, mais le but premier doit être de ne pas les laisser tomber dans le piège de la dette. C'est pourquoi les *projets de prévention* bénéficient d'une large approbation.

1 Voir l'article précédent de Michael Manz.

2 L'étude complète est disponible sous forme de livre: E. Streuli, O. Steiner, Ch. Mattes, F. Shenton, *Eigenes Geld und fremdes Geld – Jugendliche zwischen finanzieller Abhängigkeit und Mündigkeit*, éditions Gesowip, 2008; voir aussi Eva Schaetti, *Schuldenberatungsstelle plus-minus*, Bâle-Ville.



**Andreas Hieber**  
Chef du domaine Ecoles,  
LerNetz AG, Berne/Zurich



**Bernhard Probst**  
Directeur de LerNetz AG,  
Berne/Zurich, enseignant  
en didactique des médias  
à la Haute école spécialisée  
de Berne (HKB)



**Stephan Wüthrich**  
Directeur de *runway.ch*,  
Wichtrach (BE), direction  
de projet et conception  
d'offres pédagogiques,  
dont *EventManager* (Post-  
Finance); enseignant à la  
HEP de Berne

Graphique 1

## EventManager: apprendre en jouant (14-20 ans)



Source: [www.postfinance-eventmanager.ch/fr](http://www.postfinance-eventmanager.ch/fr) / La Vie économique

Le problème de l'endettement est très répandu, ce qui montre que les jeunes manquent manifestement de connaissances financières. Or ces compétences ne sont pratiquement plus acquises systématiquement après la scolarité, ce qui a des conséquences néfastes dans plusieurs domaines importants: le manque de compétence financière rend l'appréciation des risques ou d'une prévoyance durable plus difficile;

sur le plan économique, l'absence d'une base solide pour se lancer avec succès dans une activité entrepreneuriale joue un rôle non négligeable; enfin, sur le plan politique, on peut admettre que les compétences nécessaires pour prendre des décisions (par exemple lors de votations) sont insuffisantes. Tous ces motifs justifient donc une instruction financière dès la jeunesse.

Les enfants sont, en effet, très tôt confrontés à l'argent et savent comment fonctionnent les échanges, même s'ils ne peuvent en apprécier encore la valeur. Au degré secondaire I (7<sup>e</sup> à 9<sup>e</sup> années), l'argent devient un thème important, quand les jeunes comparent, par exemple, des articles de mode. Au secondaire II (écoles professionnelles, gymnases, etc.), ils gagnent leur premier argent et augmentent leur consommation. Suit le premier logement indépendant, puis la découverte des votations et de la déclaration d'impôts. Or, bien que les enfants et les adolescents soient confrontés au thème de l'argent dans toutes sortes de situations, tous les programmes scolaires ne l'abordent pas explicitement.

Ces derniers ne définissent pas les connaissances qui devraient avoir été acquises ni leur niveau. Le survol (voir encadré 1) des activités et motifs des différents acteurs montre où sont placées les priorités et quels buts figurent en tête des projets.

La plupart des projets et offres de formation liés, au sens le plus large, à l'instruction financière et destinés aux écoles se concentrent sur des questions particulières. Cela tient en général au fait que les fournisseurs sont astreints à des objectifs déterminés (but de telle fondation, cible de communication, etc.).

Il saute aux yeux que les offres énumérées dans l'encadré 1 ne sont pas harmonisées et n'ont pas été conçues de façon coordonnée. Comme il n'existe pas de stratégie nationale, il n'y a pas non plus de possibilité de s'entendre au niveau politique. L'absence de stratégie nationale et d'une agence spécialisée appropriée a surtout pour conséquence que la culture financière ne dispose d'aucun lobby pour la promouvoir dans les programmes scolaires.

On est, toutefois, frappé de découvrir qu'un matériel abondant a été élaboré en ce domaine, sans même que les concepteurs de programmes ou une agence nationale spécialisée n'en aient fait la demande. La souplesse des organisations impliquées leur permet manifestement de réagir plus rapidement aux questions sociétales et aux besoins des groupes cibles.

La description qui suit de deux des offres les plus réputées et les mieux con-

Encadré 1

## Acteurs engagés dans la culture financière

## Fondations, organisations à but non lucratif

La *Fondation Schmidheiny* promeut l'esprit d'entreprise et réalise des semaines de projet avec des classes d'école. La société *Jeunesse et économie* s'engage en faveur du dialogue entre les jeunes et le monde économique. *Pro Juventute* dispose de matériel expliquant l'argent, l'épargne et la budgétisation aux enfants.

## Associations

A part les organisations à but non lucratif, des associations s'engagent elles aussi en faveur de la culture financière. L'*Association suisse des banquiers* organise des manifestations pour présenter aux élèves le système et la place bancaires suisses. Dans ses didacticiels, l'*Association suisse d'assurances* se concentre sur les notions et les systèmes d'assurances.

## Entreprises et Banque nationale

Les entreprises forment le troisième groupe de financement des didacticiels consacrés à la culture financière. Les *établissements financiers*

dépendent, en effet, par définition des compétences de la clientèle (potentielle) en la matière. Les matériaux d'enseignement fournis par la Banque nationale suisse et PostFinance sont présentés ci-contre.

## Éditeurs de didacticiels

Le matériel pédagogique publié par les cantons ou des éditeurs privés accorde à l'instruction financière la place qui leur revient dans tel type ou degré d'école. Ils sont donc conformes aux programmes de l'école visée. Cependant, du fait de leur longue gestation, ces mêmes programmes ne proposent généralement guère de faits d'actualité. Les enseignants apprécient donc les didacticiels complémentaires des ONG, associations et entreprises.

Graphique 2

**Iconomix**



Source: [www.iconomix.ch/fr/](http://www.iconomix.ch/fr/) / La Vie économique

découvrir les compétences variées de La Poste et d'en acquérir soi-même.

Or l'une de ces compétences est la gestion de l'argent, que les élèves peuvent apprendre en jouant en ligne depuis 2003. Les auteurs du didacticiel EventManager sont des enseignants familiarisés avec les besoins des écoles. Il est donc compréhensible que les besoins de PostFinance passent en partie à l'arrière-plan, mais cette discrétion a été déterminante pour le succès de la proposition. Il en est résulté un outil équilibré, apprécié autant des enseignants pour leurs classes que par les centres de conseil aux personnes endettées qui l'utilisent comme moyen de prévention.

Le didacticiel EventManager (voir *graphique 1*) a remplacé l'ancien *BudgetGame* en 2009. Les jeunes sont des gestionnaires qui doivent organiser un événement en salle ou en plein air. Grâce à des «clips» interactifs (y compris des séquences vidéo), ils apprennent à gérer leur argent. Les contenus pédagogiques se déclinent en trois modules (budgétiser, financer, investir), puis la leçon est appliquée dans la partie jeu. Pour organiser un événement, il faut un budget, un financement sérieux et les investissements nécessaires pour la suite. Toutes les décisions prises doivent tenir compte des besoins du public et des artistes qui se produisent. En deux ans, quelque 20 000 jeunes ont relevé ce passionnant défi.

PostFinance s'adresse aussi aux enseignants. Du matériel didactique complémentaire leur est fourni (commentaires, informations de base, voire unités de cours complètes) pour leur faciliter la transmission de contenus pédagogiques parfois complexes.

Les jeunes reçoivent en outre gratuitement les cahiers *Avec un budget, le compte est bon* édités par PostDoc, qui complètent de façon idéale l'offre en ligne.

Les vingt groupes qui ont organisé l'événement virtuel le plus réussi sont invités tous les six mois par PostFinance à un véritable événement.

**Le projet «iconomix» de la Banque nationale suisse**

Sur le site [www.iconomix.ch](http://www.iconomix.ch), la Banque nationale suisse (BNS) propose une vaste palette didactique aux enseignants du degré secondaire II (voir *graphique 2*). Avec des prestations complémentaires comme des cours de perfectionnement, iconomix offre le matériel scolaire le plus complet de Suisse en matière d'enseignement économique.

La conception du site a non seulement bénéficié du concours direct d'enseignants, mais leurs réactions et les leçons tirées de la pratique ont été prises en compte au fur et à

nues permet d'identifier les facteurs de succès qui comptent si l'on veut développer des mesures propres à améliorer la culture financière en Suisse. Ces deux offres étant axées sur le long terme, elles sont intéressantes pour les enseignants. Substantielles l'une et l'autre, elles ne commercialisent toutefois pas de produit spécifique. Tandis que la première (*EventManager*) met l'accent sur les applications concrètes de la formation financière (exemple: établir un budget), la seconde (*iconomix*) dispense plutôt des connaissances économiques de base.

**EventManager: apprendre à gérer son argent en jouant**

L'engagement en faveur des écoles est une vieille tradition de La Poste suisse et de PostFinance. Pour une collaboration réussie avec les écoles et les enseignants, un fournisseur privé doit réunir plusieurs conditions:

- qualité élevée des moyens d'enseignement;
- prise en compte du quotidien des élèves dans ces moyens;
- sensibilité à la transmission équilibrée du savoir;
- continuité de l'offre, long terme;
- ressources financières suffisantes.

PostFinance et La Poste suisse sont fortement présentes, depuis 1997, dans les écoles suisses. Les cahiers d'exercices publiés par l'imprimerie maison, PostDoc, les offres sur Internet et des visites guidées permettent de

Encadré 2

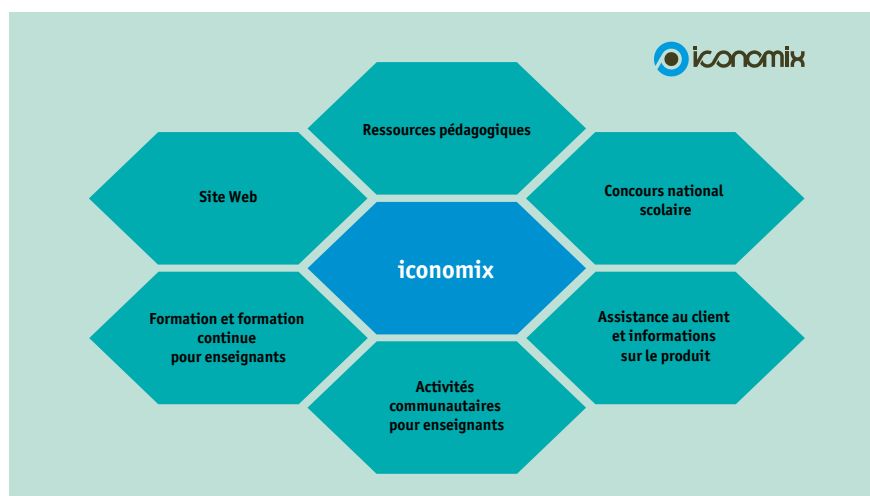
**Descriptif d'EventManager**

- URL: [www.postfinance-eventmanager.ch/fr](http://www.postfinance-eventmanager.ch/fr)
- Fournisseur: La Poste suisse, PostFinance
- Parution: en ligne depuis 2009, développement continu de l'offre
- Destinataires: élèves des degrés secondaires I et II
- Offre: didacticiel en ligne pour apprendre à gérer son argent et améliorer la compétence financière des jeunes de 14 à 20 ans. Ceux qui s'inscrivent reçoivent gratuitement tous les imprimés, compléments idéaux de l'offre en ligne. Les contenus peuvent être traités en modules. Durée de cours de base: trois leçons.
- Contenu: l'accent est mis sur l'enseignement des connaissances financières de base et l'acquisition des compétences fondamentales (établir un budget, etc.).
- Conception pédagogique: la partie didactique suit une approche constructiviste modérée, la partie ludique une approche comportementale, qui permet aux élèves de découvrir activement les principes fondamentaux de la gestion de l'argent.



Graphique 3

## Offre de prestations



a Exposé de M. Wälti (BNS) au Symposium 2011 de la Banque nationale d'Autriche, [www.oenb.at](http://www.oenb.at).

Source: BNS<sup>a</sup> / La Vie économique

des compétences économiques et financières de la population permet un meilleur fonctionnement des marchés financiers et de la politique monétaire.

Avec l'offre d'*iconomix*, la BNS exploite au mieux sa position particulière pour fournir du matériel d'enseignement aux écoles. Elle dispose en effet de l'expertise nécessaire, elle est neutre et indépendante (puisque dépourvue de tout intérêt commercial), enfin elle a pour mission d'agir dans l'intérêt général du pays. Or pour les enseignants, il est primordial de pouvoir faire confiance au fournisseur de matériel didactique, surtout pour un sujet comme la culture financière (voir encadré 3).

### Facteurs de succès des deux initiatives en faveur de la culture financière

Tant *EventManager* qu'*iconomix* sont extrêmement appréciés des enseignants et des écoles, et jouissent d'une forte popularité. Les facteurs qui ont contribué à ce succès sont les suivants:

1. Les groupes cibles ont été fortement mis à contribution dès la conception. On garantit ainsi que les besoins de la pratique soient pris en compte et que la compatibilité avec l'enseignement soit assurée.
2. Les matériels didactiques proposés sont testés régulièrement et les réactions prises en compte dans leur perfectionnement.
3. Dans la mesure du possible, les contenus didactiques ont été accordés aux programmes, de façon à ce que les offres puissent être utilisées judicieusement.
4. Les moyens proposés sont disponibles au bon moment (adaptation immédiate lors de toute modification de programme).
5. Ils complètent les matériels d'enseignement existants et s'y réfèrent à l'endroit opportun.
6. La durabilité est garantie, si bien que les enseignants peuvent fonder leurs cours sur le matériel proposé, même à long terme.
7. On a veillé à ce que ce matériel soit de haute qualité, qu'il introduise de la variété dans les cours et qu'il soit attrayant pour les élèves.
8. Les offres didactiques attrayantes, pratiques et de haute qualité, assorties du soutien professionnel nécessaire pour les enseignants, ont leur prix. Un dernier facteur important de succès est donc d'engager aussi des moyens suffisants.

La gestation des deux projets présentés n'a d'ailleurs pas été sans encombre, car le fédéralisme du système éducatif suisse rend, par exemple, difficile de satisfaire tous les utilisateurs potentiels. L'absence plus ou moins

mesure. Son contenu a également profité de l'apport des spécialistes pour les connaissances théoriques et de celui de concepteurs expérimentés en logiciels et didacticiels. Une offre très vaste de matériel didactique en est résultée ces dernières années, que les enseignants peuvent utiliser dans leurs cours de façon ciblée et qui contribue à un apprentissage moderne de l'économie.

La formation financière de base est un des trois contenus prioritaires d'*iconomix*, les autres étant les principes fondamentaux de l'économie et le rapport avec l'actualité. Il est intéressant de constater que la BNS a une définition très large de cette formation de base, comme le montre le *graphique 4*. La palette des thèmes étudiés dépasse de loin la gestion de l'argent et comprend à juste titre les domaines «Placements financiers, risque, rendement», «Revenu, profession» ou «Assurances et prévoyance-vieillesse».

*Iconomix* propose déjà du matériel sur pratiquement tous ces sujets et l'offre s'élargit constamment. Ainsi, d'après le catalogue de nouveautés pour l'année scolaire 2011-2012, un questionnaire en ligne devrait s'y ajouter d'ici la fin de l'année, qui donnera aux élèves la possibilité de tester leurs compétences financières de base dans un jeu adapté à leur niveau.

La BNS n'est pas la seule banque centrale à s'engager ainsi. En fait, la plupart de ses consœurs dans le monde s'impliquent dans la formation financière de base, sous une forme ou sous une autre. Tout comme la BNS, elles conçoivent cet engagement comme un service rendu à l'économie nationale, puisque la promotion à grande échelle

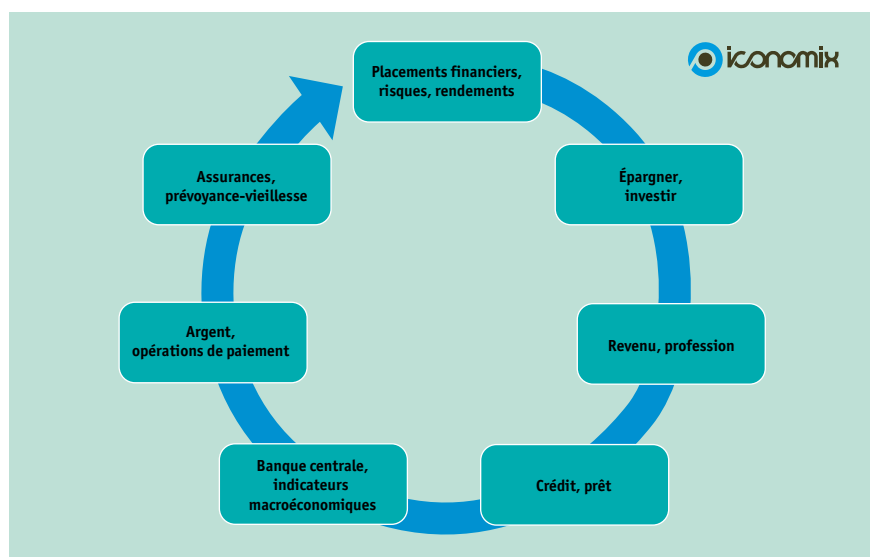
Encadré 3

#### Descriptif d'*iconomix*

- URL: [www.iconomix.ch/fr/](http://www.iconomix.ch/fr/)
- Fournisseur: Banque nationale suisse
- Parution: en ligne depuis fin 2007, développement et mise à jour continus
- Destinataires: enseignants du degré secondaire II
- Offre: pour compléter les moyens d'enseignement publiés par les éditeurs, *iconomix* offre des «modules» étalés sur plusieurs heures de cours et des unités «à la carte» pouvant être utilisées comme séquences didactiques. Sont encore offerts différents services d'assistance aux enseignants qui se servent d'*iconomix*.
- Contenu: l'accent est mis sur l'apprentissage des notions économiques et financières de base.
- Conception pédagogique: les modules d'*iconomix* suivent une approche constructiviste modérée et permettent aux élèves de découvrir activement les principes fondamentaux de l'économie.

Graphique 4

## Formation financière de base BNS



a Exposé de M. Wälti (BNS) au Symposium 2011 de la Banque nationale d'Autriche, [www.oenb.at](http://www.oenb.at).

Source: BNS<sup>a</sup> / La Vie économique

marquée de culture financière dans les programmes complique son introduction dans le quotidien des écoles.

### Faut-il une stratégie nationale et une agence spécialisée?

De l'avis des pédagogues et quelle que soit sa forme de financement, une agence spécialisée aurait les tâches suivantes:

1. Élaborer une *stratégie* nationale complète à partir d'une définition commune de ce qu'on entend en Suisse par culture financière (au sens d'une norme nationale généralement reconnue).
2. Fonder cette stratégie sur des *données scientifiques*, afin qu'on puisse choisir les bons angles d'attaque en connaissance de cause. La condition préalable est donc une saisie systématique des connaissances de la population, en particulier des jeunes, ce qui nécessite un outil de mesure reconnu (norme nationale).
3. Être l'interlocutrice des personnes chargées d'élaborer les *programmes*, afin de s'assurer que la culture financière y figure durablement, quel que soient le type d'établissement et le niveau scolaire.
4. Coordonner, publier et soutenir les offres de *formation continue* destinées aux enseignants.
5. *Évaluer* l'effet des mesures appliquées.

On soutiendrait ainsi plus durablement les offres des différents acteurs et l'on renforcerait leur rôle éducatif sans freiner l'élan actuel. La qualité et l'efficacité des campagnes et projets en cours dépendent, en effet,

d'autres facteurs, qui ne peuvent ni ne doivent être pilotés par une agence nationale spécialisée.

### Conclusion et perspectives

La culture financière est une prémisses importante à une participation réussie à la vie sociale et économique. Comme c'est une branche dont l'actualité ne risque guère de s'éteindre ces prochaines années, il convient désormais de veiller activement à ce qu'elle soit enseignée dans les écoles.

En Suisse, grâce à l'engagement résolu de quelques institutions, il est apparu ces dernières années des offres de formation et des didacticiels qui mettent à disposition des enseignants et des élèves du matériel approprié et de bonne qualité, ainsi que des possibilités de formation continue et des conseils. Malgré l'absence d'une base institutionnelle, il existe donc déjà une grande variété d'initiatives.

Une stratégie nationale et une agence spécialisée devraient servir de base durable à un encouragement ciblé de la culture financière dans les écoles, permettre de participer à la conception des programmes scolaires, de s'engager dans la formation continue des enseignants et d'améliorer ainsi régulièrement les connaissances financières de la population. ■